

Point 02 : Budget primitif 2024 – Budget principal – Budgets annexes – Autorisations de programme et crédits de paiements – Dispositions budgétaires, comptables et tarifaires

Intervention : Robin SALECROIX (NANTES)

Madame la présidente, chers collègues,

Le contexte, cela a été évoqué, dans lequel il nous est proposé d'adopter ce budget primitif, est particulièrement révélateur des crises multiples que le pays traverse. Les collectivités, en construisant leur budget, ne peuvent que constater les difficultés grandissantes, qu'il s'agisse du niveau d'inflation, de la hausse des taux d'intérêt ou de la perte d'autonomie des collectivités. Dans ce dernier domaine, les gouvernements qui se sont succédé n'ont eu de cesse de réduire nos marges de manœuvre. La dynamique de nos dotations, quoique positive, mais inférieure à l'inflation, en atteste.

Vous le savez, les débats budgétaires permettent d'avoir une visibilité sur toutes nos compétences et de fixer les orientations politiques conformément au mandat que nous ont donné les électeurs et les électrices en 2020. Et face aux errements de la macronie, à défaut de corriger le cap national, notre métropole est un parapluie démocratique, social et écologique qui protège ses habitants de la pluie, ou plutôt de la tempête, de mauvais coups portés par le gouvernement et déjà évoqués par un certain nombre de mes collègues. Augmentation de 10 % des tarifs de l'électricité et du gaz, augmentation des franchises médicales et leur dé plafonnement, remise en cause de la loi SRU par l'inclusion du logement intermédiaire dans le calcul des 25 % de logements sociaux par commune.

Sur ce dernier sujet, permettez-moi ici d'interpeller les soutiens du pouvoir en place sur le danger de telles annonces, car il s'agit, nous en sommes persuadés, d'une double faute politique. En pleine crise du secteur et alors qu'à Nantes Métropole, 38 000 de nos concitoyens sont en attente d'un logement social, affaiblir les obligations des territoires en la matière est une grave erreur. Nous avons au contraire besoin de construire mieux et plus de logement social.

Second tort, en envoyant ce signal, le gouvernement fait le choix délibéré d'une prime aux communes moins-disantes qui se retrouveraient ainsi exclues demain des mécanismes de pénalité. Que dire enfin de la nomination de Monsieur Casbarian, ministre du Logement, connu pour sa loi qui visait plutôt à faire la guerre aux pauvres qu'à la pauvreté, au mal-logé plutôt qu'au mal-logement ? Ces mauvaises nouvelles, notamment en direction du logement social, sont une brèche dans notre pacte républicain, comme l'a évoqué encore hier madame la Présidente.

Dans ce monde de la politique, il y a celles et ceux qui disent qu'ils vont faire et celles et ceux qui font. Notre budget 2024 le démontre : malgré un contexte difficile, nous continuons à agir sans relâche, à mettre en œuvre notre programmation pluriannuelle d'investissement, à consacrer 3,6 milliards d'euros sur le mandat, tout budget confondu, pour répondre à nos objectifs de développement global, social et réussir notre transition écologique.

Malgré des taux d'intérêt plus élevés, nous allons faire les efforts nécessaires pour réaliser 570 millions de dépenses d'investissement, renouveler notre flotte de tramways, rénover la ligne 2, démarrer la transformation du pont de Bretagne. Nous allons également consolider notre effort pour le plan de relance du logement social. Nous allons continuer de moderniser et renouveler nos réseaux d'eau, d'assainissement et de chauffage urbain.

Ce sont là, j'en suis persuadé, des exemples d'investissements utiles, rendus possibles par nos ambitions pour la métropole, par une gestion responsable des deniers publics, par un recours raisonné à l'emprunt. Et oui, monsieur Amailland, nous assumons une dégradation raisonnée de notre durée de désendettement pour répondre aux besoins de nos populations et de nos territoires. Du côté de la droite, je vois que l'on entend toujours la même musique, celle de la baisse des dépenses publiques, mais je n'ai pas vraiment entendu, encore une fois, de proposition.

Non, plus de propositions, je n'en ai pas entendu du côté de monsieur Bainvel, qui, en début de propos, se félicitait d'une situation financière saine et favorable. Il nous disait vouloir évoquer autre chose que des chiffres, parler d'ambitions et de propositions. De ce côté-là, je n'en ai pas entendu beaucoup, à part entendre ce qu'il ne voulait pas : pas de nouvelle ligne de tramway, pas d'événement culturel comme Transfert, pas d'aménagement de la place du Commerce comme nous l'avons proposé, pas d'aménagement du pont Anne de Bretagne. De propositions, je n'en ai entendu malheureusement que très peu.

Et effectivement, ces investissements utiles sont rendus possibles aussi par la dynamique de nos recettes fiscales et les compensations économiques, qui vont progresser de 8,5 % en 2024. C'est le signe, je le disais, d'une situation saine et d'un territoire attractif, dont bénéficie l'ensemble des communes à travers le pacte de solidarité et l'alliance des territoires. Cette bonne santé financière, nous la devons aussi à nos agents et à nos services, qui réalisent leur mission avec le sens du service public.

Nous voterons le budget 2024 proposé.

Je vous remercie de votre attention.